



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 05

Groupement enseignement général

CDT
Fabien BAJON-ARNAL
A2

Fiche de stratégie

OBJET **sujet n°3:** Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

Nombreux furent ceux à prôner la fin de l'escalade nucléaire avec la disparition de l'empire soviétique au début des années 1990. Force est de constater aujourd'hui que ce vœu pieu est resté lettre morte alors que nombreuses nations revendiquent leur droit à l'accession au nucléaire militaire, n'hésitant pas alors à défier la très forte opposition des pays nucléaires « historiques ». Peut-on cependant en déduire qu'aujourd'hui la stratégie nucléaire de ces puissances se réduit à la lutte contre la prolifération ?

La réalité est en fait bien éloignée de cette vision naïve de la stratégie nucléaire des grandes nations. En effet, si la désintégration de l'URSS a rendu la bombe atomique moins plausible en tant qu'arme militaire, elle a en revanche considérablement augmenté son poids en tant qu'arme politique.

Nous verrons bien sur que la lutte contre la prolifération est partie intégrante de la stratégie nucléaire moderne. Mais dans un deuxième temps, nous verrons que cette lutte n'est qu'un aspect d'une stratégie plus générale destinée à ancrer définitivement le pouvoir politique de cette arme dont l'emploi apparaît de moins en moins probable.

1. Combattre la prolifération pour un monde plus sûr :

Si la lutte contre la prolifération fait aujourd'hui partie de la stratégie nucléaire des grandes puissances occidentales, c'est avant tout dans un souci de stabilisation et de sécurité du monde ; le spectre de déflagration atomique d'un conflit régional demeurant présent dans les esprits.

Il ne faut tout d'abord pas nier la véritable prise de conscience collective de l'horreur du nucléaire, notamment après l'accident de la centrale de TCHERNOBYL. Ce brusque retour à la réalité a touché les populations civiles mais également les décideurs politiques dont le discours, confronté aux inquiétudes de leurs électeurs, a dû évoluer pour rester cohérent. Ce qui pouvait passer pour acceptable dans un contexte de guerre froide, face à une menace majeure et déclarée, est aujourd'hui refusé par une partie de la population. La

stratégie nucléaire s'est adaptée à un monde libéré du risque d'une déflagration nucléaire majeure ; ceci d'autant plus logiquement que ce danger avait toujours constitué l'argument en faveur du développement d'un arsenal atomique.

Mais ce réveil des esprits a également mis en évidence le danger, jusqu'alors masqué, du développement nucléaire militaire de certaines puissances régionales. Il était inconcevable que la disparition d'un arsenal nucléaire à priori hostile, mais sous contrôle, soit contrecarrée par l'émergence d'armes de destruction massive dans des régions du monde en proie à une instabilité politique endémique. La lutte contre la prolifération est donc apparue dans la stratégie nucléaire post-guerre froide comme une véritable assurance vie à long terme, au même titre que l'étaient en leur temps les concepts d'équilibre de la terreur ou dissuasion du faible au fort !

Enfin la lutte contre la prolifération est, comme son nom l'indique, une forme de combat dont doivent sortir des vainqueurs et des vaincus. En engageant fermement certains pays à sortir du nucléaire militaire, on les affaiblit politiquement sur la scène internationale. Vis-à-vis de régimes autoritaires ou hégémoniques, c'est une manière déguisée de les faire rentrer dans les rangs des puissances fréquentables et de consolider la paix, fusse au prix d'une aide économique toujours plus acceptable (et moins coûteuse !) qu'un conflit militaire larvé.

La lutte contre la prolifération est sans aucun doute l'aspect le plus médiatique et le plus « électoralement » correct de la stratégie nucléaire des puissances historiques. Cependant, malgré la fin de la guerre froide, cette stratégie ne saurait se limiter à ce volet de démilitarisation ; les crédits consacrés chaque année à la modernisation et au maintien en condition opérationnelle de nos arsenaux sont encore là pour le prouver !

2. La permanence d'un arsenal nucléaire comme outil de domination politique :

La disparition de la menace nucléaire soviétique a consacré la bombe atomique comme arme politique, véritable symbole de puissance au service du rayonnement d'un état. La stratégie nucléaire moderne repose donc avant tout sur le développement et la modernisation d'un arsenal qui n'a plus vraiment vocation à servir sur le champ de bataille, à moins qu'il ne soit politique !

Alors que l'arme nucléaire était pendant la guerre froide une véritable arme de dissuasion militaire elle est devenue maintenant une arme de domination politique. Comment expliquer sans cela que les Etats-Unis, première puissance militaire au monde et apôtre de la lutte contre la prolifération, soient toujours en pointe dans le domaine de la recherche nucléaire de défense ? Auparavant de véritables plans d'emploi soutenaient le développement des arsenaux nucléaires, aujourd'hui ces plans semblent beaucoup plus diffus, laissant au pouvoir politique le soin de les définir en fonction des intérêts du moment. Ce qui était vrai dans les années 60 est à mon sens toujours d'actualité aujourd'hui : même si la possession de la bombe n'assure plus un siège au conseil de sécurité de l'ONU, elle consacre néanmoins un indéniable aura politique sans doute plus recherché qu'une « assurance vie militaire » !

De plus, en laissant la modernisation d'un arsenal atomique au centre de la stratégie nucléaire moderne, les puissances s'assurent que le débat, ou la confrontation, qu'ils soient politiques, économiques ou même militaires, demeureront dans des limites conventionnelles, dans tous les sens du terme. Le pouvoir politique y découvre alors une liberté d'action réelle, liberté pouvant mener jusqu'à la confrontation militaire. C'est ainsi la possession de l'arme qui a permis, en 1990, au président Bush d'agiter la menace de rétorsions nucléaires en cas d'attaques chimiques irakiennes sur ses troupes déployées en Arabie Saoudite.

Il apparaît alors clairement que la lutte contre la prolifération, au-delà de l'amélioration de la sécurité globale du monde, est au moins tout autant destinée à lutter contre le fameux pouvoir égalisateur de l'atome. Ainsi, en réduisant le cercle des puissances nucléaires militaires, on réduit d'autant le nombre des prétendants à une place de premier choix sur l'échiquier diplomatique international ! Aujourd'hui en effet,

l'arsenal atomique vaut essentiellement par la stratégie déclaratoire qui y est rattachée et l'instrument de prestige (voire de chantage !) qu'il représente.

Enfin, réduire la stratégie nucléaire à la lutte contre la prolifération, c'est également oublier un peu trop rapidement le pouvoir de destruction de cette arme. Même si la guerre anti-cités n'a plus raison d'être, le développement d'armes miniatures prouve que de nouveaux schémas d'utilisation sont à l'étude, avec des puissances réduites, compatibles avec une utilisation tactique anti-bunkers par exemple. Bien sur, on peut toujours argumenter qu'une telle arme ne sera jamais utilisée, qu'elle ne représente qu'un gouffre financier ! Mais c'est encore une fois se limiter à une utilisation militaire alors que le but avoué est de délivrer un message politique clair aux groupes terroristes ; groupes jusqu'alors à l'abri des schémas de dissuasion classiques.

Pour conclure, si pendant la guerre froide l'objectif de la stratégie nucléaire était d'éviter la guerre, il est possible d'affirmer aujourd'hui que son but est au contraire de rendre possible toutes les actions politiques, fussent-elles conduire à une action militaire ! Ainsi, tout en répondant à une réelle aspiration des populations civiles, la lutte contre la prolifération n'est donc qu'un aspect de cette stratégie. En participant à une véritable stratégie de monopôle nucléaire, cette lutte vient compléter le renforcement opérationnel des arsenaux existants pour donner aux décideurs les moyens de conduire une politique crédible et d'ambition mondiale. Il est d'ailleurs curieux que, dans un tel contexte, le débat sur le bien fondé du développement d'une arme neutronique, arme d'emploi par excellence, n'ait pas ressurgi !